

<https://divergences.be/spip.php?article4434>



Venezuela : les précédents Et l'Amérique : l'avenir

- Aujourd'hui - 2026 - Février 2026 - Timothy Snyder -

Date de mise en ligne : vendredi 30 janvier 2026

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

4 janvier

Maintenant que les États-Unis ont évincé Nicolás Maduro du Venezuela, il pourrait être utile d'examiner quatre précédents. Aucun événement actuel ne ressemble exactement à un épisode du passé. Mais en nous remémorant l'histoire, nous pouvons voir des éléments du présent qui, autrement, seraient occultés par la propagande ou l'émotion.

1. L'intervention américaine en Amérique latine. Tout au long de la guerre froide, et même bien avant, les États-Unis sont intervenus en Amérique centrale et en Amérique du Sud, affirmant implicitement leur droit de choisir les dirigeants. Parfois, ces interventions visaient à renverser le résultat des élections, en remplaçant le dirigeant ou le gouvernement élu par des personnes favorisées par Washington.

Pendant la guerre froide, ces opérations étaient dissimulées sous le couvert d'une propagande pro-démocratique, la logique étant que tout ce que faisaient les États-Unis devait être destiné à arrêter le communisme, et que le communisme était antidémocratique.

Cette fois-ci, on ne prétend pas que l'objectif est la démocratie. Nicolás Maduro et ses alliés ont volé les élections vénézuéliennes de 2024, mais ce crime bien réel n'est pas ce que les partisans de Trump punissent : les trumpistes préfèrent le concept essentiellement fictif de « narco-terrorisme ». Le Venezuela a un président légitimement élu : Edmundo González. Rien n'indique qu'il figure dans les plans de Trump. Trump rejette la courageuse militante María Machado, lauréate du prix Nobel de la paix, la qualifiant de « femme sympathique » qui manque de soutien populaire. (Et ce, après qu'elle lui ait dédié son prix – il est important de se rappeler la règle d'or pour traiter avec Trump : il vous décevra toujours).

À la lumière de l'éviction ouverte de Maduro par les États-Unis en janvier 2026, il convient également de revenir sur l'éviction de María Machado elle-même, soutenue par les États-Unis, en décembre 2025, il y a tout juste quatre semaines. À l'époque, cette éviction semblait avoir pour but de l'aider à se rendre en Norvège pour la cérémonie de remise du prix Nobel de la paix. À l'heure actuelle, cela ressemble beaucoup plus à une tentative américaine d'éliminer un rival au pouvoir et d'ouvrir la voie à un impérialisme américain dirigé non pas tant contre Maduro que contre le peuple vénézuélien.

Pourtant, cet impérialisme ne semble pas très bien pensé. Dans le passé, les gouvernements américains choisissaient des dirigeants en Amérique latine qui soutenaient les intérêts des entreprises américaines. À première vue, il semble que la même chose se produise ici. Trump propose le pétrole vénézuélien aux entreprises américaines et justifie toute cette opération par l'argent qu'elle peut rapporter. Mais le pétrole vénézuélien n'est guère rentable à court terme ; à long terme, il faudrait des investissements colossaux. Cela nécessiterait à son tour une stabilité politique. À première vue, il semble que les compagnies pétrolières y croient.

Il y a beaucoup à dire en faveur de la démocratie. L'un des arguments les plus convaincants en sa faveur est la continuité : elle offre la possibilité de sortir d'une situation catastrophique. La chose évidente à faire maintenant au Venezuela serait d'organiser des élections.

2. La deuxième guerre en Irak. L'invasion de l'Irak en 2003 a marqué un tournant pour la puissance et les principes américains. Elle a coûté la vie à des centaines de milliers d'Irakiens. Elle était fondée sur des mensonges, ce qui a

sapé la crédibilité des États-Unis et affaibli leur influence. Elle a absorbé d'énormes sommes d'argent et d'attention de la part des États-Unis, créant ainsi une opportunité pour la Chine de se hisser au rang de puissance mondiale.

L'invasion de l'Irak reposait sur l'idée que le renversement des mauvaises institutions et d'un mauvais dirigeant conduirait à une forme de gouvernement différente et meilleure. Les États-Unis n'avaient élaboré que des plans très limités pour l'avenir politique du pays, l'administration Bush imaginant que la défaite d'une armée, le renversement d'un dictateur et l'interdiction d'un parti politique suffiraient à eux seuls à créer les conditions nécessaires à la démocratie.

Cette fois-ci, il n'est pas question de démocratie, mais on retrouve la même conviction que le simple fait de renverser un mauvais acteur, Maduro, créera de manière prévisible les conditions d'un changement souhaité, un Venezuela « dirigé » par les États-Unis. Mais au Venezuela, l'armée n'a pas été vaincue et le régime de Maduro ne montre aucun signe de changement.

En Irak, même s'il était embarrassant de le dire, les occupants américains ont été réduits à coopérer avec les personnes qu'ils prétendaient avoir renversées. En Irak, cette évolution a pris des années ; au Venezuela, elle a pris quelques heures. Dans la mesure où il existe un plan américain, celui-ci consiste à faire en sorte que tout le monde au Venezuela fasse désormais ce que veulent les Américains, à commencer par le gouvernement Maduro, qui est toujours au pouvoir.

Trump affirme que Delcy Rodríguez, que Maduro considérait comme sa vice-présidente, peut diriger le pays pour le compte des Américains. Elle occupe ce poste grâce à une élection volée ; il semble désormais qu'elle bénéficie du soutien de la violence américaine ainsi que des services secrets de Maduro et des gangs civils. Pour sa part, Rodríguez affirme que l'opération était illégale et semble croire qu'elle a été menée au nom d'un complot juif international.

Un autre argument de poids en faveur de la démocratie est la légitimité. Le régime Maduro se maintient au pouvoir par la violence et l'intimidation. Ses vestiges ne deviennent pas plus légitimes lorsqu'ils sont soutenus par la violence et l'intimidation américaines.

Passez à la version payante

3. L'invasion russe de l'Ukraine. Il était frappant d'entendre Donald Trump décrire l'extraction de Maduro comme une « opération militaire extraordinaire », car c'est essentiellement le même langage que Vladimir Poutine a utilisé dans son discours annonçant l'invasion à grande échelle de l'Ukraine le 24 février 2022. On se demande quel terme les traducteurs ont utilisé dans tous ces longs appels téléphoniques entre Trump et Poutine.

En envahissant l'Ukraine, Poutine a délibérément exploité le langage du droit, affirmant que son agression était justifiée par la Charte des Nations unies. Le but n'était pas d'affirmer, mais de ridiculiser les principes du droit international. La Russie s'est efforcée de créer un monde dans lequel tout le monde traite le droit international comme une plaisanterie. Le gouvernement américain n'a fait aucun effort pour justifier son extraction de Maduro au regard du droit international, ce qui constitue une victoire intellectuelle évidente pour la Russie, même si le Kremlin lui-même pourrait être mécontent des conséquences dans ce cas particulier.

De manière moins évidente, mais plus profonde, l'indifférence à l'égard du droit est une victoire pour la Chine. Jusqu'à présent, les Russes faisaient le sale boulot dans le cadre des efforts de la Chine pour refondre l'ordre international, simplement comme une question de politique de puissance menée par des dictateurs au service de leurs priorités personnelles. Aujourd'hui, les Américains contribuent également à la mise en place d'un ordre mondial chinois.

À l'instar de Poutine en Ukraine, Trump ne cache pas qu'il souhaite « diriger » le Venezuela. Et à un égard, il a mieux réussi que Poutine. L'invasion russe de 2022 a donné lieu à de multiples tentatives d'assassinat du président ukrainien Volodymyr Zelensky. Les États-Unis ont réussi à extraire Maduro.

Il convient de souligner que l'intervention américaine, bien qu'il s'agisse clairement d'un acte de guerre, était essentiellement une opération de renseignement bénéficiant d'un soutien militaire. D'après ce que je peux en juger, il s'agissait d'un plan à long terme de la CIA, mis en œuvre à l'aide de frappes aériennes contre les systèmes antiaériens vénézuéliens afin que les hélicoptères puissent entrer et sortir. Trump l'a présenté comme « une attaque comme on n'en a pas vu depuis la Seconde Guerre mondiale », ce qui est absurde. Le ton général de sa conférence de presse était que l'armée avait accompli un exploit et que l'histoire était terminée. Mais que se passera-t-il s'il s'avère que ce n'est pas le cas ?

Un troisième argument de poids en faveur de la démocratie est la prévisibilité. Poutine a été surpris lorsque les Ukrainiens ont résisté à son invasion, et il a donc dû la poursuivre, au prix d'énormes sacrifices inutiles pour son peuple. S'il devient évident, comme cela ne manquera pas d'arriver, que les États-Unis ont renversé Maduro afin d'installer leur propre version de Maduro, ils devront alors faire face à toutes sortes de résistances, dont la plupart seront imprévisibles. Les États-Unis sont désormais entrés dans une logique d'escalade, dans laquelle chaque surprise dans un autre pays devra être accueillie avec une force militaire toujours plus grande. Le moyen d'éviter le chaos et les tueries est d'organiser des élections (ou, dans ce cas, de reconnaître comme président la personne qui a remporté la dernière élection présidentielle vénézuélienne).

une photo en noir et blanc d'un arrière-plan abstrait

4. Les guerres fascistes.

Les régimes fascistes ont été vaincus en 1945, mais ils ont été, pendant toute leur durée, légitimés par la guerre. Les fascistes affirmaient que leurs dictatures étaient justifiées parce que leurs opposants politiques étaient en fait au service d'ennemis étrangers et de complots internationaux. L'Allemagne, l'Italie et la Roumanie ont mené des guerres afin d'aligner l'ennemi extérieur et l'ennemi intérieur. Il était alors beaucoup plus facile d'opprimer l'ennemi intérieur lorsque la population était en guerre.

Personne ne peut savoir avec certitude ce que pense Trump, mais on peut raisonnablement supposer que ses motivations pour extraire Maduro du Venezuela étaient d'ordre interne. Les accusations portées contre Maduro concernent le trafic de drogue plutôt que les actes plus graves (et beaucoup plus faciles à prouver) d'exécutions extrajudiciaires et de torture commis par son régime. L'angle de la drogue sert l'objectif politique d'unir l'ennemi extérieur et l'ennemi intérieur. Comme le trafic de drogue implique des acteurs étrangers et nationaux, cela permet à l'équipe de Trump de prétendre que ses opposants politiques sont au service d'un complot international. Tout comme la question de l'immigration, la « guerre contre la drogue » de Trump pourrait être utilisée pour créer une force paramilitaire plus importante, sur le modèle de l'ICE.

Trump et ses conseillers semblent vouloir tirer les avantages politiques d'une guerre sans avoir à la mener réellement. Ils veulent un raccourci vers le fascisme, revendiquant immédiatement une grande victoire, tout en tweetant sur les ennemis intérieurs. Mais le fascisme ne nécessite pas des opérations rapides, mais de véritables combats qui mettent en danger et engagent donc les civils. Même en supposant que la base de Trump et les Américains en général soutiennent cette action au Venezuela, ce qui est douteux, elle sera oubliée en quelques jours, à moins qu'elle ne s'intensifie.

Poutine était prêt à suivre les fascistes des années 1930 dans une guerre totale combinée au fascisme chez lui. Trump aimerait sans doute ce résultat, mais il est peu probable qu'il soit prêt ou capable d'aller aussi loin.

Trump est faible chez lui, et il peut être arrêté, à condition que la logique politique intérieure de l'intervention étrangère soit reconnue et retournée contre lui. Cet acte de guerre concerne davantage un changement de régime aux États-Unis qu'il ne concerne quoi que ce soit au Venezuela. Il ne réussira en tant que fascisme que si les Américains le permettent. Si les journalistes et les juges reconnaissent le lien entre les aventures étrangères et l'autoritarisme national, un acte de violence à l'étranger discréditera plutôt qu'il n'accélérera notre propre transition vers l'autoritarisme. Et avec un peu de travail et de chance, nous arriverons à nos prochaines élections.

Un dernier argument puissant en faveur de la démocratie est la paix. Si le Venezuela pouvait organiser des élections maintenant, ou si son président élu pouvait prendre ses fonctions, il est peu probable que les États-Unis aient des plaintes raisonnables à formuler au sujet de la drogue ou de quoi que ce soit d'autre. Si la démocratie américaine était plus fonctionnelle, nous ne serions pas là où nous en sommes. Le président américain est le commandant en chef, mais c'est le Congrès qui doit autoriser tout acte de guerre.

Le but de ces quatre comparaisons n'est pas de montrer que l'histoire se répète. C'est qu'elle révèle. Elle peut nous aider à voir au-delà, à entrevoir des futurs possibles. J'espère que chacun de ces exemples offre une perspective utile : que l'impérialisme américain est une tradition ; que supprimer quelque chose ou quelqu'un ne conduit pas à des résultats prévisibles ; que se passer du droit international est non seulement erroné, mais indésirable ; que les actions militaires étrangères peuvent avoir pour but un changement de régime intérieur. Ce que nous voyons, nous pouvons l'arrêter ; ce que nous comprenons, nous pouvons le changer.